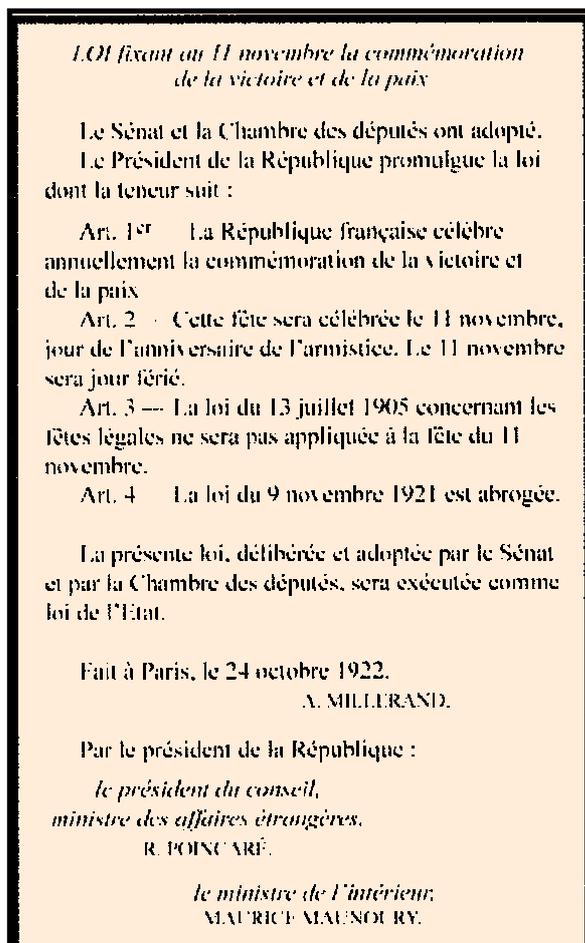


Une société traumatisée qui évolue difficilement

La mort toujours présente

Le souvenir de la Grande Guerre domine toute la période 1919-1939. Le poids obsédant de la tuerie imprègne les mentalités françaises.

Les mutilés, les veuves et orphelins qui portent le deuil rappellent quotidiennement à tous la tuerie de la guerre. Les monuments aux morts construits sur tout le territoire français - métropole et colonies - et les cérémonies organisées année après année, le 11 novembre, témoignent de l'impact extraordinaire des 1,4 million de morts français sur l'histoire de la République pendant l'entre-deux-guerres.



Une nouvelle fête nationale, à côté du 14 juillet, entre dans le calendrier républicain.

L'importance du monde des anciens combattants

Les anciens combattants sont près de 7 millions au début des années 20, 5,8 millions en 1930 et sont incontournables. La guerre a profondément marqué la “génération du feu”. Ce traumatisme violent a conduit partout les hommes revenus du front à se grouper en associations pour défendre leurs intérêts et le souvenir de leurs camarades morts pour la France. Ce sentiment de solidarité s'accompagne d'une volonté de ne plus subir une pareille épreuve.

Très influentes, ces associations sont animées par un patriotisme de type républicain, loin d'un nationalisme chauvin et belliqueux.

“Les anciens combattants exigent”. Les associations se montrent très fortement imprégnées de pacifisme, surtout chez les vainqueurs, où les anciens combattants veulent instaurer un idéal de justice et de paix pour lesquels le sang a été versé.

Grâce à des prothèses, les mutilés retrouvent une activité que l'on souhaite la plus normale possible. La médecine est d'un grand secours pour ceux qui ont perdu la vue, qui ont été gazés ou frappés par la tuberculose. Quant aux traumatismes psychiques, mal soignés, ils demeurent souvent incurables.

Au cours de la Première Guerre mondiale près de 15 000 combattants ont été blessés au visage. Jamais on n'avait infligé de tels dégâts aux corps des soldats, jamais la guerre n'avait occasionné d'aussi larges dommages faciaux.

L'Union des blessés de la face est la première association créée en fonction de la nature de la blessure (1926). Frères de souffrance, ces blessés s'érigent en une grande famille. Le projet qui leur tient le plus à cœur est la construction d'une maison des Gueules cassées, inaugurée en région parisienne en 1927.

La Première Guerre mondiale a imprégné, directement ou non, toute la littérature française, de Dorgelès à Genevoix, de Romain Rolland à Céline. Un des romans les plus puissants, *Le Feu*, d'Henri Barbusse, relate la vie des tranchées et montre son espoir dans le pacifisme et l'union des peuples.

Dès 1917, Barbusse crée l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC).

Une France qui s'accroche à sa ruralité

Les paysans ont payé un lourd tribut à la guerre, ils représentent la majorité des anciens combattants. Sur une population active agricole masculine de 5,4 millions de personnes, il y aurait eu entre 500 000 et 700 000 tués, entre 350 000 et 500 000 mutilés et invalides, soit une ponction terrible de 16 à 22 %. De plus, même s'il est encore prépondérant et majoritaire dans la société française, le monde paysan est en perte de vitesse et conscient de l'être.

Alors qu'on assiste au triomphe de la moyenne exploitation familiale et que les revenus agricoles croissent, le monde paysan est la proie d'un malaise social dû au démantèlement progressif des structures sociales traditionnelles et à la comparaison avec le mode de vie urbain. La dépression des années 1930 viendra accentuer ce malaise.

L'exode rural (on estime à 1,5 million les départs entre 1920 et 1930), qui touche, comme la guerre, les jeunes, inquiète car l'agriculture emploie encore beaucoup de main-d'œuvre. Elle

est peu mécanisée, peu productive, protégée et rarement exportatrice. La mécanisation tente de suppléer au dramatique manque de bras de l'agriculture française.

La masse rurale, en 1929, représente encore près de la moitié de la population totale. Objet de la sollicitude des partis politiques, elle tend à s'organiser autour d'un corporatisme, qui, pour certains, se rapproche du fascisme, comme les Chemises Vertes de Dorgères, député du Front paysan.

La guerre n'a pas émancipé les femmes

Pendant la guerre, la nécessité d'employer des femmes à la place des hommes mobilisés, mais aussi l'éloignement des soldats de leur foyer, ont accéléré le mouvement d'émancipation féminine. Mais la fermeture des usines de matériels de guerre et le retour des démobilisés sur le marché du travail provoquent le licenciement de nombreuses ouvrières.

Seule des pays industriels, la France n'accorde pas aux femmes le droit de vote. Le Sénat leur refuse ce droit à deux reprises (1922 et 1933). Pourtant elles ont acquis comme ailleurs un nouveau statut social.

En juin 1936, le gouvernement de Léon Blum comprend trois femmes (alors même qu'elles n'ont pas le droit de vote) qui font ainsi leur entrée au Parlement sur les bancs des ministres : Suzanne Lacorre à la Protection de l'enfance, Cécile Brunshwicg à l'Éducation nationale et Irène Joliot-Curie à la Recherche scientifique.

La couturière Coco Chanel lance la mode des cheveux courts et des silhouettes minces. Elle préconise les tenues pratiques comme le pantalon ou la jupe plissée courte et met en vogue la couleur noire jusqu'alors réservée au deuil. Ses vêtements accompagnent le mouvement d'émancipation de la "garçonne", qui tire son nom du roman de Victor Margueritte publié en 1922. Ainsi la seule voie de la libération de la femme semble encore passer par le mimétisme des hommes.

La nature du travail des femmes se modifie : son rôle faiblit dans l'industrie et croît dans les emplois de bureau.

La France, terre d'accueil

La Première Guerre mondiale se solde par un bilan humain désastreux, qui prive la France de main-d'œuvre et de cadres jeunes (41,9 millions d'habitants en 1936). L'accroissement est dû essentiellement à l'immigration, véritable bouffée d'oxygène pour la démographie française. En 1931, il y a 2,7 millions d'étrangers (7% de la population). La France est devenue à cette date, devant les États-Unis et l'Amérique latine, le premier pays d'immigration du monde. La noria migratoire (Italiens et Polonais en majorité) prend donc, au début de la décennie 1920, à l'initiative du gouvernement, une accélération qui tranche avec la relative stabilité de l'avant-guerre.

Dans les années 1930, il y a environ 1 million d'Italiens en France, constitués de réfugiés à la suite des vagues de violences et de répressions qui ont suivi la conquête du pouvoir par les fascistes et la radicalisation du régime dans les années 20.

Cette seconde vague, après celle du début du siècle, est mieux accueillie et s'intègre, malgré les difficultés qui naîtront de la crise.

500 000 Polonais vivent en France en 1930. Cette immigration de masse a été initiée sous l'impulsion des deux gouvernements français et polonais par une convention signée en septembre 1919. Les Polonais travaillent essentiellement dans les mines du Nord-Pas-de-Calais et de la Lorraine et s'organisent en sections culturelles, sportives, voire politiques.

Il est fait grief aux Polonais de cultiver leur particularisme religieux et culturel, de refuser de s'intégrer. Quand viendra la crise, les Polonais paieront cher ce repli et feront les frais de la politique de retour massif. En 1934, dans le nord de la France, des Polonais sont expulsés pour avoir fomenté des grèves.

Les travailleurs originaires de l'Afrique française du Nord (Kabylie notamment) ont été réquisitionnés par les autorités françaises pendant la guerre (250 000 entre 1915 et 1918). En 1922, ils sont encore 45 000 (3,2% des travailleurs immigrés en métropole).

L'idée fait son chemin chez les patrons que l'Afrique du Nord peut, elle aussi, être utilisée comme une réserve de main-d'œuvre.

100 000 travailleurs chinois vinrent en France pendant la guerre. 3 000 y demeurèrent et créèrent le premier quartier chinois de Paris près de la gare de Lyon.

L'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne, l'annexion de l'Autriche, la montée de l'antisémitisme et des régimes autoritaires en Europe centrale et orientale, la guerre d'Espagne apportent de nouveaux contingents étrangers en France : juifs, antinazis, Républicains espagnols.